

Inami : les étudiants pris en deux feux

ENSEIGNEMENT Un collectif de parents dénonce le manque de cohérence des facultés

Les étudiants en médecine de l'ULB, l'UCL et l'ULg ont été informés officiellement samedi soir des nouvelles règles établies par les universités concernant le choix des spécialisations possibles. Dans ce courrier adressé aux étudiants concernés, les facultés déplorent que le *numerus clausus* n'a pas été modifié « *alors que les étudiants doivent choisir de s'orienter ou non dans la filière de médecine générale, choix qui a habituellement lieu avant le 1^{er} janvier...* » Et rappellent que « *dans le cas où rien ne bougerait au niveau politique, 308 attestations d'accès seront disponibles pour les candidats aux masters de spécialisation, alors que 615 diplômés sont attendus, soit 1 attestation pour 2 diplômés* ». Des attestations qui, en l'absence de dispositions contraires, seront réparties comme suit : 157 pour la filière en médecine générale, 28 pour les disciplines en pénurie (12 pour les services d'urgence, 8 destinés à la pédopsychiatrie et 8 en gériatrie), 123 pour les autres disciplines de spécialisation.

Les modalités relatives au choix de spécialisation sont également détaillées dans le document communiqué. Dorénavant, la demande d'inscription au concours pour toutes les disciplines devra être introduite pour le 15 décembre au plus tard dans une seule université, celle choisie par le candidat quelle que soit l'université qui lui a octroyé son diplôme

pour son 2^e cycle (exception faite pour la stomatologie). Jusqu'ici, cette inscription ne pouvait se faire que dans l'université au sein de laquelle l'étudiant poursuivait son cursus.

Dimanche, un collectif regroupant des parents d'étudiants concernés par la mesure a organisé une réunion de crise pour faire le point sur ces modalités d'inscription et éventuellement établir de nouvelles démarches auprès des instances politiques. Sur le fond,

l'association ne conteste pas la mesure. Par contre, elle s'inquiète de l'impact qu'une telle décision prise par les universités sans attendre l'issue des concertations. « *En lançant un compte à rebours alors que les négociations sont en cours et qu'un probable déblocage est attendu, nos universités prennent en otage les étudiants pour faire pression sur les politiques, estime Olivier Couvin. Il faut laisser le gouvernement travailler plutôt que de mettre des menaces à exécution et stresser davantage encore les élèves qui sont en plein blocus* ».

Une entrevue entre le doyen de l'UCL et les étudiants est prévue pour jeudi, soit la veille de la rencontre entre la ministre de la Santé, Maggie De Block, Jean-Claude Marcourt, à l'Enseignement supérieur pour la Fédération Wallonie-Bruxelles et son homologue en Flandre Hilde Crevits. ■

LUDIVINE PONCIAU